

LA FISCALITÉ ET LES DÉPENSES PUBLIQUES

Constat : Le sentiment de l'injustice fiscale est unanimement partagé par les participants.

Proposition

Limiter ou supprimer les possibilités d'optimisation fiscale pour les citoyens à partir d'un seuil de revenus.

Constat : OU VA L'ARGENT ? Malgré l'augmentation de la pression fiscale au cours des dernières décennies, est constatée une diminution croissante des ressources consacrées à l'action et l'investissement publics. Aujourd'hui il n'y a que 5 tranches d'impôt et la tranche supérieure est taxée à 45%.

Propositions

Construire la redistribution fiscale des richesses en concordance plus conforme aux écarts de revenus, donc plus équitable.

Augmenter le nombre de tranches d'impôts et rétablir la tranche à 65%.

Constat : Aujourd'hui il y a trop d'évasion fiscale

Proposition

Renforcer les contrôles. Augmenter le montant du redressement fiscal des fraudeurs. Taxer les transactions financières.

Constat : Parmi la pression fiscale la TVA est supportée de la même façon sur de nombreux produits et services quels que soient les revenus des personnes. C'est une injustice sociale criante.

Propositions

Nous estimons que les **produits de première nécessité** indispensables aujourd'hui devraient être taxés à 5% et au mieux à 10% et non pas à 20%.

Aujourd'hui face à la dématérialisation des documents et des procédures administratives, nous demandons que l'abonnement à internet soit taxé à 5%.

Constat : Les avantages financiers (indemnités, retraites, frais de santé, ...) des parlementaires sont de plus en plus choquants.

Propositions

Aligner les « régimes spéciaux » des parlementaires sur les régimes généraux correspondants
Diminuer le nombre de sénateurs.

Constat : La journée de solidarité est versée par l'employeur.

Proposition

Nous proposons que cette obligation s'applique à toutes les personnes ayant une activité professionnelle (chef d'entreprises, agriculteurs, professions libérales) ou élective (député et sénateur)

Constat : L'armement nucléaire dans la loi de programmation militaire (LPM) pour les années 2019 à 2025 est de 296 milliards d'euros dont 37 milliards d'euros pour l'armement nucléaire.

Proposition

Supprimer les dépenses pour l'armement nucléaire